RAPPORT ANNUEL 2019

Institut de l'administration publique du Canada

IPAC IAPC

RAPPORT ANNUEL 2019

4	MESSAGE DU PRÉSIDENT
7	ASSEMBLÉE DES GROUPES RÉGIONAUX
9	ADHÉSIONS
10	RECHERCHE ET RAYONNEMENT
11	ÉTUDES DE CAS ET PUBLICATIONS
12	ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA
14	PROGRAMMES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX
16	GOUVERNEMENT AUTOCHTONE
19	PRIX
21	71ème CONFÉRENCE ANNUELLE
24	RÉSEAUTAGE DES NOUVEAUX PROFESSIONNELS
25	14ème CONFÉRENCE SUR LE LEADERSHIP
26	RAPPORT DU TRÉSORIER
27	RAPPORT FINANCIER

NOTRE VISION

L'IAPC est reconnue comme un leader, au Canada aussi bien qu'à l'étranger pour ce qui est de créer des organisations du secteur public fortes et dynamiques qui excellent à répondre aux besoins des Canadiens.

NOTRE MISSION

L'IAPC se consacre à soutenir ceux qui ont un engagement commun à développer l'excellence dans l'administration publique au Canada. Nous rassemblons des réseaux et partageons les meilleures pratiques et expériences pour aider à résoudre les problèmatiques et amener nos membres et partenaires vers le succès dans le service public.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Ce fut un grand honneur pour moi de présider cette prestigieuse organisation. La pandémie de COVID-19 que nous avons vécue dernièrement a été un défi critique pour l'organisme. Le Conseil d'administration et les employés ont travaillé de concert pour faire face à la crise, trouver des solutions et s'adapter aux circonstances de manière professionnelle et responsable. Je les remercie tous pour leur engagement envers l'Institut et ses membres. Ils ont servi de modèle à d'autres organismes au Canada.

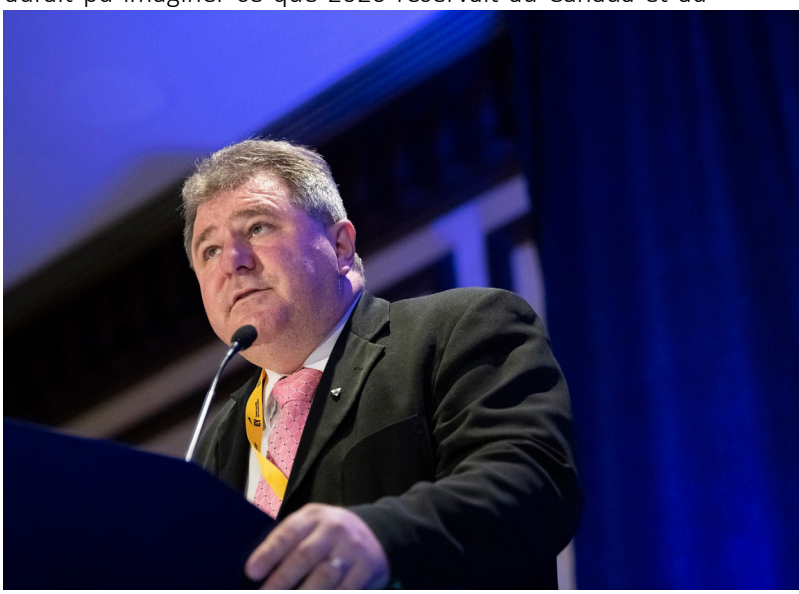
Le Rapport annuel de 2019 représente les faits marquants d'une année fructueuse pour l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC).

Je suis persuadé que vous trouverez que les résumés des réalisations de 2019 qui suivent dans ce rapport annuel démontrent comment l'IAPC poursuit sa mission et donne suite à ses priorités stratégiques.

L'IAPC continue d'être le principal centre d'information qui permet aux fonctionnaires canadiens et à d'autres, de se tenir au courant des avancées dans le domaine de la fonction publique, de développer leur carrière et de communiquer avec leurs collègues de partout au pays et dans le monde.

Les objectifs de l'IAPC continuent de s'articuler autour de quelques missions clés: servir nos membres; soutenir une gamme d'événements nationaux et locaux; promouvoir des sections locales saines; accroître l'adhésion; avancer la recherche; et profiter de notre dimension internationale pour encourager des partenariats et l'échange des connaissances. La majeure partie de ce que nous faisons, que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, dépend de notre réseau de bénévoles pour poursuivre ces objectifs. Je tiens à remercier tout particulièrement les bénévoles et les autres intervenants qui jouent un rôle essentiel dans la réussite de notre travail: les membres du Conseil d'administration, les membres de comités, les personnes engagées dans les groupes régionaux et nos partenaires commanditaires.

L'année 2019 a été déterminante pour progresser en ce qui concerne les priorités contenues dans Vision 2020, le Plan stratégique quinquennal de l'IAPC. Bien sûr, qui aurait pu imaginer ce que 2020 réservait au Canada et au



monde lorsque nous avons choisi cette année comme point de référence pour évaluer nos progrès. Heureusement, les nombreux efforts déployés au cours des années précédentes, et en 2019, ont permis à l'IAPC d'être bien préparé pour endurer des temps difficiles quand tout ce que nous faisons, et comment nous le faisons, a changé radicalement.

Le meilleur exemple à cet effet est la poursuite soutenue d'événements d'apprentissage virtuels. Au cours des deux dernières années, les membres ont demandé à l'IAPC d'élargir nos offres de service en les rendant plus accessibles en ligne, en direct, ou en enregistrement. Cela nous a amenés à organiser un nombre record d'événements en ligne, rapprochant les experts et nos membres de partout au pays, et parfois du monde entier. Nous avons également introduit le concept d'événements hybrides, où les actes de conférence dans une ville sont diffusés simultanément aux membres et

aux participants intéressés dans d'autres endroits, afin qu'ils puissent regarder et participer, individuellement ou en groupes.

Le Congrès annuel de Winnipeg a été couronné de succès et a fixé de nouvelles normes élevées, de multiples façons, dans la conduite d'événements de conférence efficaces et de haute qualité. L'une de ces façons a été de diffuser un nombre sans précédent d'événements permettant aux délégués d'assister virtuellement au congrès. Nous étions loin de penser, lors de la planification du congrès de Winnipeg, que cette initiative rapporterait non seulement des dividendes en août 2019, mais servirait également de modèle aux nouvelles réalités que la pandémie mondiale a entraînées dans la planification et la tenue de conférences. Le personnel de la Région de la capitale nationale et de l'IAPC, maintenant bien avancé dans la planification du Congrès révisé de 2020, a beaucoup bénéficié des innovations apportées à la tenue d'événements virtuels organisés lors des congrès annuels et des conférences du leadership au cours des années précédentes. Le Groupe régional du Manitoba et le Comité organisateur du congrès ont également établi un partenariat très appréciable avec la Fonction publique de la province du Manitoba pour permettre à leur personnel de profiter de cette excellente occasion chez eux. La Conférence 2020 a reçu des critiques très positives et de nombreux délégués ont mentionné les approches innovantes utilisées dans la planification et la conduite d'ateliers contextuels pratiques permettant aux participants de découvrir de nouveaux modes d'apprentissage.

Je me suis personnellement intéressé à étendre notre rayonnement international, afin que les fonctionnaires canadiens puissent apporter leur assistance aux compétences autour du monde et que nous puissions apprendre d'eux. L'IAPC a une réputation de longue date pour apporter son aide aux pays en développement sur des question d'administration publique, et cette année n'a pas fait exception, enregistrant un travail important qui s'est déroulé dans des pays comme la Mongolie et des délégués d'Afrique de l'Est et des Caraïbes qui ont assisté à nos événements. Je pense que cette réputation et ce rôle sur la scène internationale ne peuvent être renforcés que par des relations avec d'autres intéressés dans le domaine. J'ai donc déployé des efforts pour créer de nouveaux partenariats dans notre intérêt mutuel.

Le besoin de rejoindre nos membres et d'autres fonctionnaires par notre présence sur le Web n'a jamais été aussi important que maintenant. En 2019, nous avons fait de grands pas en avant en ce qui concerne la fonctionnalité et le contenu de notre site Web. Plusieurs groupes régionaux ont également relevé ce défi en maintenant à jour les nouvelles locales et en ajoutant du contenu pertinent pour leurs membres. Il y a toujours plus à faire dans ce domaine, mais je pense que 2019 a été un tournant décisif pour pouvoir utiliser notre présence sur le Web de manière à promouvoir plus efficacement les activités de l'IAPC.

Le réseau des groupes régionaux de l'IAPC continue d'être la connexion pour la plupart des membres de l'IAPC « sur le terrain ». Les groupes régionaux de l'IAPC s'efforcent d'aller encore plus loin en termes de communications et d'activités de rayonnement régulières auprès des membres locaux, et d'organisation d'événements. Il y a encore du travail à faire pour amener certains groupes régionaux à un niveau constant de soutien et de communication à l'endroit des membres locaux, et cela doit être un courant de travail énergique au cours de l'année à venir et dans le prochain plan stratégique.

Vision 2020 nous a été bien utile et nous a fourni une feuille de route pour effectuer le travail nécessaire dans les domaines prioritaires de l'IAPC. Le travail portant sur la prochaine version du document relatif aux priorités stratégiques pour les cinq prochaines années a vraiment commencé vers la fin de 2019. Cela comprenait des sondages auprès des membres, des discussions approfondies avec le Conseil d'administration, les comités de l'IAPC et les groupes régionaux.

La gouvernance autochtone demeure un domaine de grande importance pour le travail de l'IAPC, la croissance de l'effectif et pour l'avenir de la fonction publique au Canada. L'année écoulée a été marquée par plusieurs événements importants, notamment la publication d'un plan de travail conjoint avec le Secrétariat des Premières Nations du secteur public, et le lancement du partenariat de bénévolat avec les populations autochtones, qui a adapté les ressources d'experts de l'IAPC aux problèmes particuliers rencontrés par les collectivités autochtones.

Ce fut un grand honneur de tenir ce rôle pour une organisme aussi prestigieux. Mon mandat en tant que président m'a appelé à faire des heures supplémentaires/des rondes en plus, en raison des répercussions de COVID sur notre programme de conférences, et j'y ai pris grand plaisir. Je laisse l'organisation entre les mains très compétentes de Kelly Gillis qui, je le sais, apportera sa vaste expérience et son engagement dans la fonction publique au travail qui consiste à renforcer la fondation remarquable qui a été créée.

Gilles Levasseur,
O.Ont., LLD, LSM, CD
Président 2019-2020 de l'IAPC
Professeur, Université d'Ottawa

ASSEMBLÉE DES GROUPES RÉGIONAUX

L'IAPC comprend dans l'ensemble du Canada 19 groupes régionaux qui créent un réseau dédié à soutenir l'excellence dans l'administration publique. Les groupes régionaux assurent la mise en réseau, le dialogue et le partage des connaissances sur des questions d'importance auxquelles est confronté le secteur public. Chaque groupe régional a un(e) président(e) qui représente l'exécutif régional, et un(e) représentant(e) qui siège à l'Assemblée des groupes régionaux (AGR). Cinq des membres de l'AGR siègent au Conseil d'administration de l'IAPC pour représenter cinq régions géographiques du Canada (l'Ouest, le Centre, l'Ontario, le Québec et l'Atlantique). Les président(e)s des groupes régionaux, les membres de l'Assemblée des groupes régionaux et les cinq représentant(e)s régionaux au Conseil sont mentionnés à la page 9.

Contributions des MEMBRES DES GROUPES RÉGIONAUX

L'un des principaux avantages de l'IAPC est la grande diversité qu'il accueille et encourage au travers de ses groupes régionaux. Sous cette perspective, l'IAPC facilite l'apprentissage et le partage des possibilités sur des sujets actuels et émergents grâce à un dialogue ouvert et constructif.

- Transmettre des connaissances et acquérir de l'expérience en participant aux comités et sous-comités de l'IAPC, aux niveaux national et régional;
- Organiser des événements locaux pour acquérir des connaissances et célébrer l'excellence;
- Offrir aux nouveaux professionnels des ateliers et d'autres possibilités d'avancement professionnel;
- Organiser, soutenir ou participer au congrès national annuel;
- Offrir des possibilités de perfectionnement professionnel dans divers domaines, y compris le marketing et les communications, l'analyse des politiques, le recrutement, la gestion d'événements et l'établissement de relations;
- Participer aux activités et au dialogue à l'appui de la réconciliation avec les peuples autochtones;
- Encadrer les boursiers du Programme Leaders africains de demain;
- Participer au travail international et national avec l'IAPC; et
- Contribuer à une communauté florissante qui:
  - tient compte de perspectives variées incluant les Nations et gouvernements autochtones, le monde universitaire et le secteur public; et
  - met l'accent sur le respect des principes du professionnalisme et l'innovation au sein de la fonction publique.

Quelques-unes des réalisations de l'Assemblée des groupes régionaux en 2019-2020 comprennent :

- Contribuer à l'élaboration du Plan stratégique de l'IAPC en présentant les perspectives et réalités régionales;
- Encourager la participation des membres régionaux aux événements de l'IAPC, aux occasions d'apprentissage et à d'autres offres;
- Participer en tant qu'invités et hôtes aux « Meetups » nationaux virtuels de l'IAPC;
- Promouvoir les partenariats institutionnels pour l'IAPC;
- Conseiller l'IAPC national sur les priorités de marketing des groupes régionaux de l'IAPC;
- Élaborer des stratégies pour l'organisation d'événements virtuels et la participation des membres régionaux
- pendant la pandémie de 2020;
- Améliorer la coordination entre les cinq représentants régionaux et créer un meilleur moyen de favoriser la contribution régionale aux priorités nationales de l'IAPC;
- Collaborer avec l'IAPC national en vue d'améliorer les communications et les partenariats entre les groupes régionaux et le Bureau national; et
- Soutenir les congrès annuels, le congrès reporté qui sera organisé par le Groupe régional de la capitale nationale en 2021, et le congrès hybride proposé qui est prévu se tenir en novembre 2020.

Faits saillants des ACTIVITÉS DES GROUPES RÉGIONAUX en 2019-2020

Les groupes régionaux de l'IAPC ont soutenu et entrepris les activités suivantes en 2019-2020:

- Organiser des activités de réseautage régionales, des séances de discussions stratégiques sur des questions d'importance, des événements à l'intention des nouveaux professionnels, des petits-déjeuners causeries des cadres, des concours de cas pour étudiants;
- Établir et soutenir des partenariats avec des organismes gouvernementaux et sans but lucratif, le secteur privé et les collectivités et organismes autochtones;
- Diffuser les événements de conférenciers et webinaires nationaux dans les régions locales;
- Tenir des assemblées générales annuelles dans les régions respectives;
- Présenter des prix soulignant le travail des fonctionnaires dans diverses régions-hôtes;
- Offrir des ateliers aux nouveaux fonctionnaires;
- Participer au Congrès national annuel fructueux et stimulant de l'IAPC qui s'est tenu à Winnipeg et était organisé par le Groupe régional du Manitoba;
- Attribuer le Prix d'Excellence des groupes régionaux de 2019 au Groupe régional de Fredericton.

L'IAPC a la chance d'avoir de nombreux membres et partenaires très actifs qui offrent avec enthousiasme leur temps et leur expertise lors d'occasions d'apprentissage, de partage du savoir et de réseautage. La participation des membres des groupes régionaux appuie la fonction publique et les organisations du secteur public dans les collectivités partout au Canada. De plus, la contribution et le dévouement de nos bénévoles régionaux sont essentiels au succès et à la résilience de l'IAPC.

Jessica Drakul,
présidente de l'Assemblée des groupes régionaux 2019-2020

GROUPE RÉGIONAL - 2019	PRÉSIDENT(E) DU GR	REPRÉSENTANT(E) DU GR	REPRÉSENTANT(E) AU CONSEIL
Calgary	Crystal Wierl	Nesreen Ali	
Edmonton	Anoushka Fernandes	Brent Kelly	
Fredericton	Nicole McCarty	Nicole McCarty	
SW Ontario	Scott Duff	Scott Duff	
Manitoba	Jessica Drakul	Jessica Drakul	Jessica Drakul
Moncton	Pierre-Marcel Desjardins	Pierre-Marcel Desjardins	
Montreal	Danny Pagé	Christian David	
NCR-Ottawa	Taran Wasson	Robert McLeary	Robert McLeary
Newfoundland	Mark Drover	Mark Drover	
Nova Scotia	Matt Campbell	Donnalynn Benoit	Matt Campbell
Nunavut	Layton Reynolds	Dan Carlson	
NWT	Jay Potter	Jay Potter	
PEI	Wendy MacDonald	Janice Pettit	
Québec	Christiane Barbe	Annie Savoie	Annie Savoie
Saskatchewan	Meaghen Boiteau	Lee Anne Schienbein	
Toronto	Susanna Zagar	Susanna Zagar	
Vancouver	Laura Aucoin	Lisa Nye	
Victoria	Caitlin Brownrigg	Caitlin Brownrigg	Caitlin Brownrigg
Yukon	Ksenia Gasper	Ksenia Gasper	

Calgary	93	Moncton	21	Nunavut	2	SW Ontario	54
Edmonton	699	Montreal	51	NWT	118	Toronto	320
Fredericton	46	NCR-Ottawa	535	PEI	30	Vancouver	127
Foreign	44	Newfoundland	48	Québec	50	Victoria	141
Manitoba	542	Nova Scotia	248	Saskatchewan	180	Yukon	29
Unaffiliated	152						

ADHÉSIONS

3530 membres

RECHERCHE ET RAYONNEMENT

Le Comité de la recherche et du rayonnement a poursuivi ses travaux en tant que principal courtier du savoir dans la communauté de l'administration publique du Canada tout au long de 2019. Sous la direction de Brenda Librecz, commissaire des services communautaires et des services d'incendie de la Ville de Markham, le comité de la recherche et du rayonnement a fait avancer les priorités de recherche stratégique de l'IAPC, a élaboré des activités de programme intéressantes et opportunes pour les événements de l'IAPC, a renforcé et étendu les partenariats de recherche stratégique, et publier des recherches utiles pour les membres.

Brenda J. Librecz
Chair, Research and Professional Practices Committee

Lancement de notre dernière édition du Sondage auprès des nouveaux professionnels.

Participation d'Andrea Migone à un atelier, entièrement financé, sur l'avenir du service public dans la région Asie-Pacifique.

Organisation couronnée de succès du Symposium sur l'avenir du médiateur parlementaire, qui s'est tenu à l'Université de Victoria. La subvention obtenue pour cette conférence incluait la publication d'une édition spéciale de la revue Administration Publique du Canada/Canadian Public Administration.

Continuation de la gestion de la subvention du Partenariat pour la gouvernance numérique de la FPO qui porte essentiellement sur le développement des connaissances dans le domaine de la TI et de l'activité numérique.

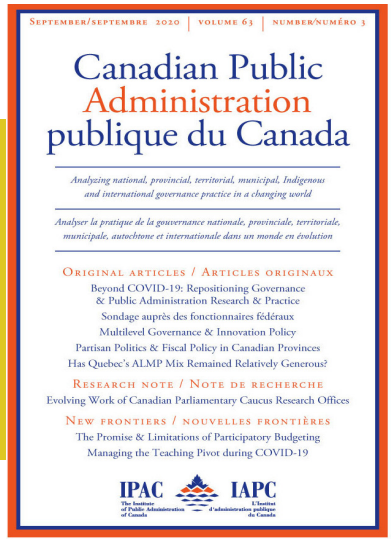
MEMBRES du commité

Luc Juillet
Susan Brown
Damn Thable
Julie Simmons
Katheen Molloy
Brenda Librecz
Catherine Matheson
Evert Lindquist
Bryan Evans
Geoffrey Webb
Gilles LeVasseur
Jessica Drakul
Jonathan will
Andrea Rounce

Une partie du rôle du comité consiste à explorer et à former des partenariats stratégiques. En 2019, nous avons pu établir des relations de travail de recherche avec les gouvernements de l'Ontario et de l'Alberta, et Policy Ready, en plus de travailler avec nos partenaires traditionnels, tels que l'Association canadienne des programmes en administration publique et le Bureau canadien de l'éducation internationale. Par l'entremise de notre ancien cadre en résidence, James Froh, nous avons également établi de nouvelles relations avec les communautés autochtones partout au Canada, y compris la mise en place du programme de bénévolat autochtone avec le soutien financier de Services aux Autochtones Canada.

Enfin, 2019 a apporté quelques changements au personnel impliqué dans le portefeuille de recherche. Le directeur de la recherche et du rayonnement, Andrea Migone, a quitté l'IAPC en juillet pour un poste de professeur à l'Université Ryerson. En octobre, Zachary Spicer a rejoint l'IAPC en tant que nouveau directeur de la recherche et du rayonnement. M. Spicer possède de l'expérience à la fois dans le milieu universitaire et le gouvernement, ayant assumé les fonctions de conseiller principal en politiques auprès du gouvernement de l'Ontario avant de se joindre à l'IAPC. Il était auparavant professeur adjoint à l'Université Brock. Par ailleurs, Andrew Graham, le directeur de longue date du Programme d'études de cas, a démissionné. Nous n'avons pas encore trouvé de remplaçant.

L'IAPC continue de publier Administration publique du Canada / Canadian Public Administration, la principale revue universitaire du Canada pour la recherche en administration publique, sous la direction d'Evert Lindquist.



ÉTUDES DE CAS

L'IAPC sert de plaque tournante pour l'expertise de cas en administration publique au Canada. Grâce à son programme d'études de cas, l'IAPC offre une gamme de services aux universitaires, aux praticiens et aux organisations du secteur public. En 2019, l'IAPC a ajouté un cas supplémentaire à sa bibliothèque, mettant en évidence les leçons et les pratiques de réconciliation, rédigé par James Froh, qui était alors cadre supérieur en résidence à l'IAPC. Le cas, intitulée «Following their Voices: Improving First Nations, Metis and Inuit Student Outcomes in Saskatchewan», est disponible dans la bibliothèque d'études de cas de l'IAPC sur www.ipac.ca.

L'IAPC invite chaque enseignant utilisant des études de cas dans sa classe à les soumettre pour faire partie de cette ressource de l'administration publique. Après un processus de révision éditoriale, ces cas feront parti de l'inventaire de l'IPAC, disponible gratuitement pour les membres de l'IPAC et en vente pour leur utilisation en larges groupes.

L'IAPC invite également les organisations et agences gouvernementales à envisager l'élaboration d'études de cas pour leur apprentissage interne et le partage d'expériences et de pratiques. L'IAPC a une solide réputation de partenariat avec un certain nombre de gouvernements, sur la base de son expertise disponible en matière de recherche et d'édition, dans le développement de tels cas pour un usage interne ou pour une distribution générale dans l'inventaire de l'IAPC.

Le rédacteur du programme d'études de cas de l'IAPC, Andrew Graham, a pris sa retraite. Un nouvel éditeur de séries d'études de cas devra être recruté dans un proche avenir.

PUBLICATIONS

L'Institut d'administration publique du Canada continue d'avoir plusieurs points d'édition à sa disposition, dont deux ententes convenues avec l'University of Toronto Press, avec qui nous publions la Series Public Management and Governance, et avec les Presses de l'Université du Québec qui produit la Collection Administration publique et gouvernance. En 2019, les titres suivants ont été publiés aux Presses de l'Université du Québec:

Le management municipal (tome 1), sous la direction de Gérard Divay.
Le management municipal (tome 2), sous la direction de Gérard Divay.

Plusieurs titres sont prévus paraître dans les deux collections en 2020.

ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA

Voici mon neuvième rapport annuel en tant que rédacteur. Au cours de 2019, l'équipe éditoriale comprenait les rédacteurs associés, Luc Juillet (Université d'Ottawa) et Carey Doberstein (Université de la Colombie-Britannique), ainsi que Christy Paddick, directrice de la rédaction. Luc est responsable des manuscrits de langue française, des manuscrits de langue anglaise pour lesquels j'ai un conflit d'intérêt, et préside les panels d'évaluation des candidatures pour les prix Parenteau et Hodgetts en vue de choisir les meilleurs articles de chaque volume. Carey est responsable de Nouvelles frontières/New Frontiers et des comptes rendus d'ouvrages. Christy dirige ScholarOne et offre un soutien fantastique à nous tous et à ceux qui soumettent des manuscrits aux fins de publication dans la Revue.

Evert A. Lindquist
Professor, School of Public Administration, University of Victoria

Administration publique du Canada (APC) est la principale revue au Canada qui publie les recherches, évaluées par des pairs, d'universitaires et de praticiens canadiens qui étudient des sujets divers liés à l'administration publique. APC demeure un outil très utile dans l'arsenal de la commercialisation et du recrutement des membres de l'IAPC. Pour 2019, voici les faits saillants d'APC :

Nous avons reçu un peu moins de 59 manuscrits et publié quatre numéros avec un total de 30 articles originaux, dont trois en français, et 3 notes dans Nouvelles frontières/ New Frontiers. Notre rubrique Nouvelles frontières donne un aperçu des lectures incontournables d'articles et de livres sur les questions d'actualité ou les nouveautés dans le domaine. Les manuscrits que nous publions passent souvent au travers de plusieurs révisions avant d'être acceptés, par suite des commentaires apportés par les évaluateurs et les rédacteurs. Huit (8) critiques de livres ont été publiées sur le site Web de l'IAPC et diffusées auprès des membres de l'Institut.

59
manuscrits

La revue APC, en 2019, a continué de présenter une variété intéressante d'articles et de notes de recherche sur des questions nationales, provinciales, municipales et autochtones, sur la gouvernance universitaire, sur un ensemble diversifié de sujets, notamment l'utilisation des médias sociaux par les dirigeants, la transparence judiciaire dans l'ère numérique, la politiques d'innovation, la réforme et l'administration électorales, l'établissement des réfugiés et les projets d'infrastructure locale. Les trois notes de Nouvelles Frontières ont porté essentiellement sur l'analyse de l'ACS/ACS +, la dénonciation et la capacité politique. Le numéro spécial (62 :4, décembre), sur « Beyond Prohibition: The Legalization of Cannabis in Canada [Au-delà de la prohibition: la légalisation du cannabis au Canada] », mérite d'être souligné.

Numéro Spécial
Beyond Prohibition: The Legalization of Cannabis in Canada

Le nombre de téléchargements d'articles (118 000) d'APC a considérablement augmenté en 2019, soit une hausse de plus de 26 % par rapport à 2018 (après un bond de 8 % en 2018 et de 17 % en 2017) – ce qui est beaucoup plus élevé que les 30 000 téléchargements enregistrés en 2009. Un moins grand nombre d'institutions souscrivent à la publication au moyen d'abonnements traditionnels sur papier ou d'abonnements en ligne. De plus en plus d'universités, de bibliothèques et d'autres institutions accèdent à APC au moyen de licences d'accès groupées ou d'EBSCO.

26%
téléchargements d'APC

Dans Nouvelle Frontière, la note de recherche de Gelman et al., « Social license to operate » (60: 2), a continué d'avoir du succès avec 4 755 téléchargements à la fin de 2019. En ce qui concerne les articles, cinq articles publiés dans les numéros spéciaux sur la gouvernance numérique (Roy, Brown/Toze, Lindquist /Huse, Clarke/Lindquist/ Roy, Longo) de décembre 2017, et sur la gouvernance autochtone (Boyd/Lorefice, Poucette) de décembre 2018 et (Morden) de janvier 2017, sont tous dans les dix premiers téléchargements – allant de 902 à 1987 téléchargements.

4,755 téléchargements

Le Journal Citation Report de 2019 a montré que le facteur d'impact sur 2 ans d'APC a légèrement diminué en passant à .765, après plusieurs années d'une progression régulière des résultats où le facteur d'impact était de .883 en 2018, sachant qu'il était de .333 en 2016. Wiley nous a dit que cette diminution était en grande partie liée au numéro très spécial de mai 2018, qui a faussé les résultats car il n'avait pas de citations à ce jour.

.765 facteur d'impact sur 2 ans

Le Comité du Prix Hodgetts (Kathy Brock, Lori Turnbull et Luc Juillet [président]) a sélectionné le meilleur article de langue anglaise paru dans la revue en 2019, lequel sera annoncé lors du congrès annuel de l'IAPC en novembre 2020.

Le *Prix Hodgetts* sera annoncé à la conférence annuelle de 2020

Nous sommes bien engagés dans l'année 2020 au moment où ce rapport est rédigé. D'abord, nous avons été heureux que le directeur de recherche de l'IAPC, Zac Spicer, ait organisé des webinaires avec les auteurs de plusieurs articles d'ACP en 2020. Ensuite, nous avons publié un éventail d'articles, de notes de recherche et de notes dans Nouvelles Frontières aussi diversifié que les années précédentes. Enfin, plusieurs commentaires de chercheurs portant sur « Au-delà du COVID-19 » ont été invités à explorer les implications pour l'administration publique, et la pratique et la recherche en matière de gouvernance dans le numéro de Septembre 2020, ainsi qu'un article dans Nouvelle Frontière sur la gestion du « pivot de l'enseignement en ligne » dans les universités.

Je tiens à remercier l'équipe de rédaction, (Luc Juillet, Carey Doberstein et plus particulièrement notre directrice de la rédaction, Christy Paddick), les membres du Comité de rédaction et les évaluateurs bénévoles qui nous aident à maintenir les normes élevées et l'intégrité scientifique de la Revue. La liste des évaluateurs pour 2019 peut être consultée dans le numéro de Mars 2020 d'APC. Enfin, nous remercions le Bureau national de l'IAPC, le Conseil d'administration de l'IAPC, le Comité de la recherche et des pratiques professionnelles, la Direction de l'Association canadienne des programmes en administration publique, Wiley-Blackwell, tous nos collaborateurs et auteurs, ainsi que de nombreux collègues pour leur encouragement et leur solide appui à APC.

PROGRAMMES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Les Programmes international et national (PIN) développent et administrent des partenariats novateurs, des services de consultation et des programmes de formation visant à améliorer la performance des gouvernements au Canada et à l'étranger. Les PIN sont soutenus par de nombreux membres, partenaires, bénévoles et consultants exceptionnels de l'IAPC. Des programmes sur mesure entre pairs engagent les fonctionnaires dans le dialogue, le débat et la réalisation de résultats exceptionnels et durables.

En 2019, l'IAPC a suivi sa stratégie de développement des affaires qui avait été récemment remaniée. Dans le cadre de la stratégie repensée, il y a un regain d'intérêt à collaborer avec les partenaires actuels et aussi à rechercher de nouveaux partenaires. Plusieurs partenariats nationaux et internationaux de l'IAPC ont été mis à profit en 2019. Certains de ces partenariats ont mis l'accent sur la formation. Les atouts uniques de l'IAPC, l'innovation et l'accent placé sur le service public ont apporté de la valeur ajoutée à plusieurs projets de partenariat.

POINTS SAILLANTS de la gestion des programmes

Sous l'égide du Programme international, l'IAPC a accueilli une mission d'étude d'Afrique au Canada, par l'intermédiaire de l'Institut de gestion de l'Afrique orientale et australe (ESAMI), laquelle portait sur le renforcement des capacités et des connaissances dans le domaine de l'augmentation de la productivité et du développement économique dans le secteur public. Par le biais du Service d'assistance canadien aux organismes (SACO), l'IAPC a terminé un programme de formation sur le leadership du secteur public en Mongolie. En raison de notre expérience et notre expertise, l'IAPC a dispensé de la formation en Mongolie sur la vérification des RH et élaboré un Manuel sur la vérification des RH pour la fonction publique de la Mongolie. L'IAPC a également accueilli une mission d'étude du Conseil de la fonction publique de la Mongolie sur la réforme du

secteur public par le biais du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et il poursuivra ce travail avec le gouvernement mongol en 2020. Le projet sous contrat de Leaders africains de demain (LAD) avec le CUSO a continué avec succès sur sa lancée.

L'Institut a conclu un contrat avec Affaires mondiales Canada (AMC)/Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) et Cowater Sogema, pour agir en favorisent une croissance inclusive et durable dans les pays en développement dans la région de l'Asie-Pacifique. Le MCCI apporte un appui technique et des interventions ciblées aux initiatives de réforme des politiques de commerce et d'investissement.tant que partenaire de soutien dans un projet de sept ans, financé par AMC, appelé Mécanisme canadien de commerce et d'investissement pour le développement (MCCI). L'objectif principal du MCCI est d'appuyer les réformes des politiques de commerce et d'investissement qui

Projet EDM

Afrique, Asie, les Amériques & les Caraïbes

Le projet d'une durée de sept ans, Mécanisme de déploiement d'experts pour le commerce et le développement (MDE), en partenariat avec Cowater Sogema, s'est poursuivi en 2019. Le MDE offre de l'assistance technique pour soutenir la négociation et la mise en œuvre d'accords de libre-échange (ALE) et d'accords sur la protection des investissements étrangers (APIE) entre le Canada et ses partenaires commerciaux des marchés émergents et en développement qui sont admissibles à l'Aide publique au développement (APD).

En ce qui concerne le travail de consultation sur le plan national, l'IAPC a continué à se concentrer sur le travail de gouvernance autochtone, la réflexion conceptuelle, le leadership et l'éthique, ainsi que la formation et des événements dans ces domaines. Les nouveaux professionnels ont constitué également une priorité importante pour l'IAPC au cours de 2019.

L'IAPC continue de travailler avec diligence pour renforcer et partager l'expertise de la fonction publique au Canada et dans le monde.

MEMBRES du comité PIN

- Scott Duff
- Laura Freeman
- Ellen Barry
- Norma MacIsaac
- Lisa Nye
- Ed Sajecki

Jean-Stéphane Bernard
Président, Comité des Programmes international et national

GOUVERNEMENT AUTOCHTONE

Nous travaillons énergiquement à rendre le mandat et les activités de l'Institut définitivement plus inclusifs des gouvernements autochtones et des employés autochtones du secteur gouvernemental. Le renouvellement des relations avec les gouvernements et les organisations des Premières Nations, des Métis et des Inuits est un élément essentiel du Plan stratégique de l'IAPC. Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas faire ce travail sans de solides partenariats, et nous sommes vraiment heureux et très fiers de poursuivre notre collaboration actuelle avec les gouvernements et organismes autochtones. Voici une brève mise à jour du travail de l'IAPC en 2019 dans les domaines de la réconciliation et des nouvelles relations, en utilisant nos quatre piliers: la planification, l'éducation, l'engagement et le dialogue.

Planification

- Adoption de plus en plus fréquentes de la reconnaissance des territoires autochtones traditionnels lors des événements régionaux et nationaux de l'IAPC.
- Appui du Comité de la recherche et des pratiques professionnelles pour privilégier la recherche et l'engagement autochtones.
- Élaboration de stratégies lors des événements régionaux et nationaux pour accroître et retenir les membres autochtones aux niveaux individuel et institutionnel.

Éducation

L'IAPC a offert des occasions d'établir des relations et d'échanger les connaissances avec les administrateurs des gouvernements et organismes autochtones au moyen d'une série de webinaires en 2019, à savoir:

Le 11 février 2019, une séance de groupes sur: « Réconciliation: renforcer l'autosuffisance et la coopération », présentée lors de la Conférence nationale sur le leadership de l'IAPC, a été diffusée sur Facebook.

1er mai 2019: « Éducation pour la réconciliation: série de cas de l'IAPC sur la réconciliation ».

12 juin 2019: « Engagement pour la réconciliation: les bénévoles de l'IAPC et le projet de transition à la gouvernance ».

En août 2019, diverses séances du congrès annuel de l'IAPC ont été diffusées sur Facebook et Zoom.

Engagement

Nous croyons qu'un facteur important d'une réconciliation inhérente à des relations renouvelées de nation à nation est l'établissement de structures et de processus efficaces de gouvernance autonome pour les gouvernements et administrations autochtones. James Froh, cadre supérieur en résidence de l'IAPC, Programmes des gouvernements autochtones, et Andrea Migone, directeur de la recherche et du rayonnement à l'IAPC, ont apporté leur appui aux partenaires autochtones et aux 19 groupes régionaux de l'IAPC afin de continuer à renforcer l'impact produit dans cet important domaine stratégique.

En collaboration avec l'IAPC-Vancouver, le premier plan de travail a été élaboré et mis en œuvre conjointement avec le Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations en Colombie-Britannique.

Mention a été faite d'une réponse impressionnante à un appel aux bénévoles lancé par le réseau de l'IAPC en vue d'apporter un soutien à la reconstruction de la nation par le biais du Projet de transition à la gouvernance.

S'inspirant du succès des programmes internationaux, des projets de partenariat de bénévoles autochtones (VIP) ont été élaborés. Cette nouvelle entreprise stimulante est envisagée afin de soutenir le parcours exceptionnel des communautés autochtones vers l'autodétermination.

Trois bénévoles de l'IAPC qui possèdent de l'expérience dans l'élaboration des politiques, l'examen des politiques et la gouvernance, ont apporté leur soutien et leur encadrement à Lilw at Nation.

Dialogue

De manière à renforcer sa réputation et son expertise dans le partage et le courtage des connaissances autochtones, l'IAPC:

A terminé l'étude de cas sur la réconciliation pour le Programme « Following their Voices », une initiative visant à améliorer les résultats d'apprentissage des étudiants des Premières Nations, des Métis et des Inuits de la Saskatchewan. Le deuxième cas n'est pas encore terminé.

S'est engagé à mettre en œuvre un projet VIP à court terme à la fin de l'automne de 2019 avec la Première Nation d'Upper Nicola en Colombie-Britannique. La Première Nation d'Upper Nicola veut assumer sa compétence autochtone inhérente sur les services à l'enfance et à la famille en tant que droit inhérent et autochtone (article 35) au Canada en vertu du projet de loi C-92, et sur les adoptions légales du gouvernement de la Colombie-Britannique en vertu de sa Loi sur l'adoption.

A appuyé, en partenariat avec le Centre de gouvernance des Premières Nations, l'École de politique publique de l'Université Carleton et l'Institut pour l'innovation sociale et la résilience de Waterloo, une demande de subvention pluriannuelle pour un partenariat de 2,5 M $ auprès du Conseil de recherches en sciences humaines, en vue de financer le Projet de reconstruction de la gouvernance des Premières Nations.

A promu l'inclusion des gouvernements et des questions autochtones dans toutes les activités de l'Institut.

Toutes les initiatives de l'IAPC sont interconnectées, de sorte que l'ensemble a plus d'impact que la somme des éléments. Alors que James Froh et Andrea Migone ont quitté l'IAPC en 2019 pour poursuivre des activités éducatives et professionnelles, l'IAPC a été très heureux d'accueillir Zachary Spicer en tant que directeur de la recherche et du rayonnement. La recherche se poursuit pour le prochain cadre supérieur en résidence, Programmes des gouvernements autochtones. De concert avec ses membres, groupes régionaux et partenaires participants, l'IAPC continue de bâtir un dialogue respectueux et d'établir des partenariats de travail entre les administrateurs et gestionnaires autochtones et non autochtones du secteur public. Nous renforçons la crédibilité de l'IAPC dans cet espace en recadrant les interactions entre les peuples autochtones et les administrateurs publics non autochtones qui travaillent pour divers gouvernements.

Avons apporté le projet pilote, intéressant et peu couteux, de partenariat de bénévoles autochtones (VIP) au Canada aux fins de financement. Avec le soutien de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) et de Services aux Autochtones Canada (SAC), notre objectif est de renforcer les capacités des Autochtones, de libérer le potentiel d'échange de connaissances ciblées et pratiques, et de créer un engagement axé sur le client en apparentant des bénévoles qualifiés à des projets à court terme avec des partenaires participants autochtones. Les projets VIP présentent des étapes fondamentales et importantes de l'IAPC dans notre travail pour faire progresser la réconciliation et établir de nouvelles relations avec les peuples autochtones.

Reconstruire la gouvernance des Premières Nations est une alliance nationale des collectivités des Premières Nations et des Conseils tribaux, des chercheurs universitaires et des praticiens du secteur public, créée pour soutenir les dirigeants et les détenteurs de droits des Premières Nations qui ont pris la décision de ne plus être assujettis à la Loi sur les Indiens et de se prévaloir de leurs droits inhérents de gouvernance.

Réconciliation: Séance de discussion sur le renforcement de l'autosuffisance et de la coopération lors de la Conférence nationale sur le leadership de l'IAPC en 2019 - Pour parvenir à la réconciliation, nous devons créer les conditions nécessaires à la coopération et l'autosuffisance entre les communautés autochtones, la fonction publique et la population canadienne. Au cours de cette séance de groupes, nous présenterons des histoires de réussite et des stratégies pour engager cette vision critique.

James Froh
Research Associate, IPAC

Médaille Vanier

La Médaille Vanier de l'IAPC est présentée annuellement comme marque de distinction et d'accomplissement exceptionnel à une personne qui s'est distinguée par son leadership, ou a apporté une contribution importante au domaine de l'administration publique ou à la fonction publique au Canada. Elle rend hommage à Georges-P. Vanier, le premier Canadien français nommé gouverneur général du Canada, qui était profondément engagé dans le service public. La Médaille Vanier est la plus haute forme de reconnaissance de l'IAPC.

En 2019, la Médaille Vanier a été présentée à Janice Baker, directrice de la Ville de Mississauga, Ontario. Le proposant de Janice Baker, la mairesse Bonnie Crombie, a présenté ses importantes réalisations au Comité des mises en candidature. Janice Baker a habilement guidé la ville pendant des périodes de très grande croissance, a ouvert la voie à une ère de gestion financière exceptionnelle et a mis Mississauga sur le chemin du succès pour l'avenir. Elle est la première directrice municipale à recevoir la Médaille Vanier en 36 ans, un autre témoignage de la carrière novatrice et influente de Janice Baker dans la fonction publique.

Prix du Nouveau fonctionnaire prometteur de l'IAPC

L'avenir de la fonction publique du Canada repose sur celles et ceux qui entrent actuellement dans ce secteur. L'IAPC veille à encourager et à appuyer ces personnes en reconnaissant leurs réalisations au début de leur carrière. Ce prix vise à récompenser les réalisations individuelles dans le secteur public, le leadership et le potentiel d'apporter une contribution significative au service public. Le prix de 2019 a été décerné aux lauréates:

- **Gloria Leung** & **Jeanne Brassard Léveillé**:
  Le leadership dans la prestation de service numérique pour les citoyens

Khrystyna Lazar, Scott Thompson, Jeanne Brassard Léveillé, Jessica Drakul
Conférence Annuelle de l'IAPC 2019

Prix IAPC/IBM pour gestion innovatrice

Les Prix pour gestion innovatrice visent à souligner et récompenser les organisations et les initiatives qui montrent une approche de pointe à l'innovation efficace, audacieuse et transformatrice dans le secteur public. À une époque où les gouvernements doivent se tenir à l'avant-garde de la technologie, il est très important de reconnaître et de partager ces réalisations avec d'autres. Les lauréats de 2019 sont les suivants :

OR

Gouvernement de l'Alberta
E-santé des consommateurs

ARGENT

Nouveau-Brunswick
Services consultatifs de la DMPS

BRONZE

Ville de Vaughan
Service d'incendie et de secours

Prix nationaux de leadership éclairé

(Prix national des étudiants en administration publique 2019 de l'IAPC-ACPAP)

Les Prix nationaux étudiants et de leadership éclairé en administration publique représentent une initiative conjointe de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) et de l'Association canadienne des programmes en administration publique (ACPAP). Ces prix visent à reconnaître le talent dans les écoles canadiennes aux niveaux régional et national, à promouvoir l'excellence en administration publique, et à mettre à l'honneur les meilleurs étudiants ressortant des programmes canadiens chaque année. Les lauréates et lauréats de 2019 étaient :

- Leda Stawnychko (candidate au doctorat, École d'enseignement Werklund, Université de Calgary)
- Clayton Neufeldt (maîtrise en politique publique, École de politique publique, Université Simon Fraser).
- Keith Da Silva (candidat au doctorat, École supérieure de politique publique Johnson Shoyama, Université de Regina)
- Wendy Di Wang (maîtrise en administration publique, École d'études politiques, Université d'Ottawa)
- Marie-Thérèse Dugas (Ph.D. Administration publique, École nationale d'administration publique).

Prix d'Excellence des groupes régionaux de l'IAPC

Le Prix d'Excellence des groupes régionaux de l'IAPC vise à reconnaître l'importante contribution des activités de programme et des services des groupes régionaux à la vitalité, la croissance et la valeur de l'IAPC en tant qu'un organisme national fondé sur l'adhésion. Les groupes régionaux (GR) ont été formés peu après la création de l'IAPC. Leur objectif est de poursuivre la mission nationale aux niveaux local et régional. Les GR offrent la possibilité d'une participation plus variée à l'Institut. Depuis les années 1960, ces groupes de bénévoles sont devenus la structure organisationnelle de l'IAPC. Le lauréat du Prix d'Excellence de 2019 est :

✚Groupe régional de Fredericton

IPAC • IAPC WINNIPEG 2019

18 - 21 AOÛT

L'Institut d'administration publique du Canada a tenu son 71e Congrès national annuel à Winnipeg, Manitoba du 18 au 21 août 2019. Le thème principal était : Transformation dans le secteur public : action et changement significatif. Les trois sous-thèmes qui ont été abordés pendant les trois jours du congrès s'intitulaient : Innovation et perturbation; Réconciliation en action; Gouvernement digital. Partout dans le monde développé, une tendance est évidente pour ceux qui étudient et pratiquent l'administration publique: la transformation. Ce congrès a permis aux dirigeants d'explorer comment tirer le meilleur parti des situations changeantes et prospérer au milieu de la transformation.

Le congrès a connu un succès exceptionnel et attiré quelques 600 fonctionnaires des gouvernements et organismes provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones. Il convient de noter que plus de 300 de ces participants étaient des fonctionnaires du Manitoba qui ont assisté au congrès grâce au Fonds d'apprentissage du gouvernement du Manitoba.

Le congrès annuel de 2019 a été organisé en utilisant un certain nombre d'approches créatives et innovantes, notamment des sessions d'apprentissage contextuelles, une application mobile, l'engagement des médias sociaux et d'autres activités motivantes sur place pour stimuler la participation. Afin que les membres et le réseau de l'IAPC dans l'ensemble du pays puissent assister et participer à l'événement, des séances du congrès ont été choisies pour être diffusées en direct. Une grande part du résultat final doit être attribuée au travail et à l'attention des bénévoles et du personnel de l'IAPC National qui composaient le Comité organisateur.

Le congrès a apporté les perspectives des conférenciers d'honneur et invités de marque aux plénières, à savoir:

Hillary Hartley, dirigeante principale du numérique et sous-ministre du gouvernement numérique, Fonction publique de l'Ontario
Loretta Ross, commissaire aux traités, Commission des traités du Manitoba
William (Bill) Eggers, écrivain/consultant, Services Deloitte – Gouvernement et services publics
Christiane Fox, sous-ministre, Affaires intergouvernementales et jeunesse, Bureau du Conseil privé
Jay Rogers, sous-ministre, ministère de la Famille, gouvernement du Manitoba
Kevin Lamoureux, membre du corps professoral, Université de Winnipeg
Jamie Wilson, ancien commissaire aux traités, Commission des relations avec les traités du Manitoba
Scott Sinclair, sous-ministre, Services à la Couronne et Services centraux du Manitoba
Michael McEvoy, commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique
Raymond Théberge, commissaire aux langues officielles
Jared Wesley, professeur agrégé, directeur des programmes de maîtrise, Université de l'Alberta
Charlene Paquin, Commission de la fonction publique, gouvernement du Manitoba

Les participants se sont également joints à des greffiers provinciaux stimulants avec le modérateur, Scott Thompson, chef de la direction de l'Institut d'administration publique du Canada, pour une discussion dynamique informelle avec les éminents panélistes suivants:

Fred Meier, greffier du Conseil exécutif, gouvernement du Manitoba
Laura Lee Langley, greffière du Conseil exécutif, gouvernement de la Nouvelle-Écosse
Paul Ledwell, greffier du Conseil exécutif, gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard

CANADIAN MUSEUM FOR HUMAN RIGHTS

En plus d'offrir un programme exceptionnel, l'objectif du comité d'organisation du congrès était d'encourager tous les participants, y compris les délégués locaux, à assister aux événements sociaux, étant entendu que l'élément de réseautage était un avantage certain pour les participants. La réception de bienvenue du dimanche 18 août s'est tenue au Musée canadien des droits de la personne, situé sur le territoire du Traité 1, la patrie ancestrale et traditionnelle des Anishinaabe, des Cris, des Dakota, des Dénés, des Métis et des Ojicris. Le programme était axé sur les Autochtones avec un discours puissant sur l'importance des traités de Mme Karine Duhamel, ancienne directrice de recherche, Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, et un spectacle de danse traditionnelle du cerceau. Les participants ont pu visiter les nombreuses galeries, déguster des mets délicieux et établir ou renouer des relations avec les autres participants.

L'événement social du lundi soir s'est tenue à l'exposition primée Journey to Churchill au zoo du parc Assiniboine, où les délégués ont eu l'occasion de faire des rencontres et de découvrir la magie du nord au cœur du continent. Il s'agit de l'exposition d'espèces nordiques la plus complète du genre au monde! Les invités découvrent une variété de paysages naturalistes et d'aires d'observation des animaux, y compris la porte d'entrée de l'Arctique – le principal point de vue des ours polaires et des phoques. Les tunnels d'observation sous-marins, connus sous le nom de Passage de la glace de mer, offrent aux visiteurs la rare occasion de voir ces créatures étonnantes qui nagent sous la surface de l'eau. Cette expérience unique était accompagnée de de rencontres très intéressantes et de mets délectables.

Zoo Assiniboine Park

RÉSEAU DES NOUVEAUX PROFESSIONNELS

Au cours de l'année écoulée, le Comité Incite-IAPC s'est appliqué à créer un espace pour les nouveaux professionnels au sein de l'IAPC, tout en rapprochant les sections de nouveaux professionnels de partout au pays pour partager leurs idées et leurs expériences. Le Comité Incite est toujours impressionné par le niveau de mentorat que nos membres reçoivent par l'entremise des réseaux de l'IAPC et de l'ensemble de la communauté de la fonction publique à travers le Canada. En 2019, le Comité Incite s'est employé à encourager un plus grand nombre de ces relations, à intégrer de nouvelles voix et à renforcer notre réseau partout au Canada grâce à de nouvelles sections et de nouveaux membres.

Le Comité Incite-IAPC continue d'évoluer à mesure que les membres se tournent vers de nouveaux défis et débouchés, reflétant une croissance et un renouveau sains. Avec de nombreux nouveaux visages au comité en 2019, un nouveau plan stratégique a été déposé en 2019 pour présenter nos objectifs visant à atteindre une plus grande interconnectivité, un meilleur suivi et des rapports sur nos événements communautaires, ainsi qu'une plus grande visibilité et reconnaissance des communautés dynamiques de nouveaux professionnels de l'IAPC dans l'ensemble du Canada.

Nous sommes ravis de voir une série d'événements des nouveaux professionnels se dérouler à travers le pays, notamment l'événement de mentorat à la chaîne de l'IAPC-Vancouver et l'événement Jeunesse organisé à l'automne par le groupe de la Région de la capitale nationale (RCN), où des panélistes à différentes étapes de leur carrière donnent des conseils aux participants. De plus, en mai 2019, l'IAPC-RCN a organisé son cinquième atelier consécutif à l'intention des nouveaux professionnels, accueillant plus de 165 participants des secteurs privé et public en vue de connaître les outils et ressources pratiques relatifs à l'épanouissement personnel et le perfectionnement professionnel.

14è CONFÉRENCE NATIONALE LEADERSHIP

La 14e Conférence nationale sur le leadership de l'IAPC, Disruption, Change, Shifting Mindset [Bouleversements, Changements, Évolution des mentalités], qui s'est tenue les 11 et 12 février 2019 à Toronto, a fait salle comble, attirant des centaines de hauts fonctionnaires des gouvernements provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones du Canada, ainsi que des universitaires et des professionnels du leadership du secteur privé. La conférence sur le leadership de l'IAPC s'est bâti une réputation en offrant aux délégués l'occasion d'améliorer leurs compétences en leadership, de partager les meilleures pratiques sur des questions d'administration publique et d'en apprendre davantage sur les connaissances de pointe de diverses pratiques émergentes. En 2019, l'objectif a été de fournir aux participants de l'information, des outils et des exemples très utiles pour gérer le changement, affronter les crises et changer l'état d'esprit d'une organisation avec succès.

Le programme de la conférence a offert toute une gamme de séances de connaissances, d'ateliers, de plénières et de discours sur des sujets intéressants et d'actualité avec des conférenciers dynamiques de premier plan, notamment :

- **Alex Benay,** dirigeant principal de l'information du Canada
- **Shaun Loney,** auteur de l'ouvrage intitulé An Army of Problem Solvers
- **Catherine Zahn,** présidente et chef de la direction, Centre de toxicomanie et de santé mentale
- **Peter Wallace,** secrétaire du Conseil du Trésor, gouvernement du Canada
- **Janet Menard,** sous-ministre, Fonction publique de l'Ontario
- **Hillary Hartley,** directrice du numérique, gouvernement de l'Ontario
- **Corina Moore,** présidente et chef de la direction, Ontario Northland

TREASURER'S REPORT

Rick Hancox
Trésorier

Au nom du Conseil d'administration, j'ai le plaisir de présenter le Rapport du trésorier. Celui-ci sert à donner un aperçu du rendement financier de l'IAPC au cours de l'exercice écoulé et de sa situation financière à la fin d'année 2019, et à fournir une indication de la situation financière de l'organisme pour l'année à venir. Les états financiers vérifiés de l'exercice de 2019 de l'IAPC sont inclus dans ce rapport ainsi que le rapport sans réserve des vérificateurs.

L'IAPC a eu un nouveau chef de la direction en 2019, qui a été confronté à des défis financiers de taille et d'autres changements qui ont beaucoup affecté l'organisme. Certains gouvernements ont considérablement réduit le financement des organismes sans but lucratif, dont l'IAPC. Au nombre des autres défis à relever figure la baisse importante des contrats de services de l'IAPC, des partenariats et de la participation aux événements, en particulier de la part du gouvernement de l'Ontario.

L'IAPC a réagi en se tournant vers la fonction publique d'autres gouvernements, notamment en portant plus d'attention aux administrations municipales et aux gouvernements autochtones. L'IAPC a de nouveau réduit les coûts, en compriment en autres son personnel pour remédier à la baisse des revenus. Malheureusement, en raison du climat fiscal difficile, l'année s'est terminée avec un déficit de l'Institut supérieur au déficit budgété. Nous avons eu la chance que notre Fonds de durabilité ait pu absorber la perte.

Les succès de l'année incluaient une autre Conférence du Leadership à guichets fermés pour la troisième année consécutive, un projet international avec la Mongolie dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le Développement et l'Institut de gestion de l'Afrique orientale et australe (ESAMI), ainsi que la poursuite du succès du programme de bourses de Leaders africains de demain. En 2019, l'IAPC a redynamisé sa pertinence pour les membres de la fonction publique partout au Canada. Nous nous sommes penchés en particulier sur les programmes autochtones, le gouvernement numérique, l'avenir du travail, les nouveaux fonctionnaires et, bien sûr, la reconnaissance de l'excellence dans la fonction publique par le biais de nos divers programmes de prix.

Nous sommes confrontés à des défis uniques en 2020. Encore une fois, ce sera une année difficile d'un point de vue financier. L'IAPC aura, plus que jamais, besoin de votre appui soutenu pour continuer à être un organisme d'envergure et financièrement viable, qui soutient et promeut l'excellence et le professionnalisme dans la fonction publique canadienne.

J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier notre Comité de finance et d'évaluation des risques ainsi que le Comité de vérification pour leur soutien et leur engagement. Chacun des comités se compose des membres suivants :

Comité de finance et d'évaluation des risques:

Kent Campbell	Jim Engel
Grant Doak	Kelly Gillis
Jessica Drakul	Gilles LeVasseur
Lawrence D'Souza	

Comité de vérification:

Kent Campbell	Kelly Gillis
Jim Cassimatis	Gilles LeVasseur
Glynnis French	

Je tiens également à remercier la direction et le personnel de l'IAPC, en particulier l'ancien chef de la direction générale Scott Thompson, pour leur leadership, leur engagement et leur gestion prudente des ressources.

Financial Statements

The Institute of Public Administration of Canada

December 31, 2019

Contents

	Page
Independent Auditor's Report	1 - 2
Statement of Financial Position	3
Statement of Operations	4
Statement of Changes in Fund Balances	5
Statement of Cash Flows	6
Notes to the Financial Statements	7 - 11

Grant Thornton

Independent Auditor's Report

Grant Thornton LLP
11th Floor
200 King Street West, Box 11
Toronto, ON
M5H 3T4

T +1 416 366 0100
F +1 416 360 4949

To the Members of
The Institute of Public Administration of Canada

Opinion

We have audited the financial statements of The Institute of Public Administration of Canada (the "Institute"), which comprise the statement of financial position as at December 31, 2019, and the statements of operations, changes in fund balances and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of The Institute of Public Administration of Canada as at December 31, 2019, and its results of operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Institute in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Institute's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Institute or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

© Grant Thornton LLP. A Canadian Member of Grant Thornton International Ltd

Those charged with governance are responsible for overseeing the Institute's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Institute's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Institute's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Institute to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Toronto, Canada
October 26, 2020

Chartered Professional Accountants
Licensed Public Accountants

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Statement of Financial Position
As at December 31, 2019

Assets

	2019	2018
Current Assets		
Cash	**$ 519,859**	$ 1,041,879
Accounts receivable	**318,085**	416,875
Prepaid expenses and other current assets	**73,240**	52,550
	911,184	1,511,304
Non-Current Assets		
Property and equipment (Note 3)	**12,183**	17,975
	$ 923,367	$ 1,529,279

Liabilities and Fund Balances

Current Liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities (Note 4)	**$ 271,550**	$ 593,727
Deferred revenue (Note 5)	**286,842**	385,097
Gratuity pay liability (Note 6)	**-**	7,488
	558,392	986,312
Fund Balances (Note 2(a))		
Sustainability Fund (Unrestricted)	**352,792**	524,992
Investment in property and equipment	**12,183**	17,975
	364,975	542,967
	$ 923,367	$ 1,529,279

Multi-year contractual obligations (Note 8)
Subsequent events (Note 13)

Approved on behalf of the Board of Directors

_____ Director _____ Director

See accompanying notes to the financial statements.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Statement of Operations
For the year ended December 31, 2019

	2019 Budget (Unaudited - Note 10)	**2019 Actual**	2018 Actual
Revenue			
Subscription and sales	$ 95,250	**$ 80,107**	$ 99,283
Contributions and service agreements (Note 7)	7,500	**7,945**	48,835
Research projects	200,500	**113,578**	144,567
Other conferences and workshops	195,000	**226,660**	247,411
Annual conference	460,000	**403,745**	368,093
Membership fees	505,000	**350,360**	467,990
Other income	200,000	**169,339**	199,096
Other international funding	323,500	**313,988**	283,189
GAC Program and funding	375,000	**-**	-
	2,361,750	**1,665,722**	1,858,464
Expenses			
Operating expenses			
Honours and awards	16,300	**6,903**	12,007
Publications	62,000	**42,973**	47,832
Research projects	134,500	**80,838**	118,652
Other conferences and workshops	131,000	**141,574**	181,531
Annual conference	370,000	**318,386**	283,807
Regional groups and membership services	28,000	**14,867**	6,314
Other international projects	106,900	**122,249**	50,416
GAC placements and missions	303,334	**-**	-
	1,152,034	**727,790**	700,559
Administration expenses			
Amortization of property and equipment	15,000	**11,366**	11,916
Board committee	3,500	**229**	3,004
Other administrative expenses	112,400	**21,631**	38,034
Rent, caretaking and utilities	187,949	**210,092**	202,624
Salaries, wages and benefits	928,598	**872,606**	875,381
	1,247,447	**1,115,924**	1,130,959
	2,399,481	**1,843,714**	1,831,518
(Deficiency) excess of revenue over expenses	$ (37,731)	**$ (177,992)**	$ 26,946

See accompanying notes to the financial statements.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Statement of Changes in Fund Balances
For the year ended December 31, 2019

	Sustainability Fund			Investment in property and equipment			Total		
	2019 Budget (Unaudited Note 10)	2019 Actual	2018 Actual	2019 Budget (Unaudited Note 10)	2019 Actual	2018 Actual	2019 Budget (Unaudited Note 10)	2019 Actual	2018 Actual
Fund balances, beginning of year	$ 524,992	**$ 524,992**	$ 498,858	$ 17,975	**$ 17,975**	$ 17,163	$ 542,967	**$ 542,967**	$ 516,021
(Deficiency) excess of revenue over expenses	(37,731)	**(177,992)**	26,946	-	**-**	-	(37,731)	**(177,992)**	26,946
Amortization	15,000	**11,366**	11,916	(15,000)	**(11,366)**	(11,916)	-	**-**	-
Purchase of property and equipment	(10,000)	**(5,574)**	(12,728)	10,000	**5,574**	12,728	-	**-**	-
Fund balances, end of year	$ 492,261	**$ 352,792**	$ 524,992	$ 12,975	**$ 12,183**	$ 17,975	$ 505,236	**$ 364,975**	$ 542,967

See accompanying notes to the financial statements.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Statement of Cash Flows
For the year ended December 31, 2019

(Decrease) increase in cash

	2019 Total	2018 Total
Operating activities		
(Deficiency) excess of revenue over expenses	**$ (177,992)**	$ 26,946
Amortization of property and equipment	**11,366**	11,916
	(166,626)	38,862
Changes in non-cash working capital items		
Accounts receivable	**98,790**	(39,570)
Prepaid expenses and other current assets	**(20,690)**	19,423
Accounts payable and accrued liabilities	**(322,177)**	154,987
Gratuity pay liability	**(7,488)**	-
Deferred revenue	**(98,255)**	(138,586)
	(516,446)	35,116
Investing activities		
Purchase of property and equipment	**(5,574)**	(12,728)
Net (decrease) increase in cash	**(522,020)**	22,388
Cash, beginning of year	**1,041,879**	1,019,491
Cash, end of year	**$ 519,859**	$ 1,041,879

See accompanying notes to the financial statements.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Notes to the Financial Statements
Year ended December 31, 2019

1. Purpose of the organization

The Institute of Public Administration of Canada (the "Institute") is a private, not-for-profit organization, which enables public servants from all spheres of government, university and college, teachers, staff, students and others interested in public administration to exchange ideas on trends, practices and innovations in public administration. Its scope covers governance from the global to the local level. Regional groups across the country provide local networks and forums.

The Institute was federally incorporated without share capital on December 15, 1947 as a not-for-profit organization and has continued under the Canada Not-for-Profit Corporations Act.

2. Summary of significant accounting policies

These financial statements are in accordance with Canadian Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations (ASNPO). The accounts of the Institute are maintained using the accrual basis of accounting. The accounts of the Institute's Global Affairs Canada (GAC) funds are maintained on an accrual basis in accordance with the principles of fund accounting.

ASNPO requires entities to select policies appropriate for their circumstances from policies provided in these standards. The significant accounting policies selected by the Institute and applied in these financial statements are summarized below.

(a) Nature of funds

Sustainability Fund

The Sustainability Fund is unrestricted and accounts for current operations and programs.

Investment in property and equipment Fund

The Investment in property and equipment Fund accounts for the equipment of the Institute.

(b) Revenue recognition

The Institute follows the deferral method of accounting for contributions.

GAC program and funding, research projects, other international funding and contribution and service agreements

Restricted contributions for GAC program and funding revenue are recognized as revenue of the GAC Fund when the mission report, which details the expenses incurred in relation to the revenue granted, is accepted by GAC. Restricted contributions for all non-GAC program and funding revenue are recognized as revenue of the specific fund in the year in which the related expenses are incurred.

Unrestricted contributions are recognized as revenue of the Sustainability Fund in the year received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

Contributed services

The Institute's activities are supported by the help of volunteers. Donated services are not recognized in these statements.

Membership fees

The term of individual membership and institutional partnership fees is on a rolling annual basis. Any individual membership fees and institutional partnership fees received for the subsequent year are deferred to the following fiscal year.

2. Summary of significant accounting policies (continued)

Subscription and sales

Revenue is recognized when products are delivered to customers. Revenue is stated net of discounts and returns.

Conference and workshop fees

The conference registration fees are recognized as revenue in the period in which the conference takes place.

Special project funds

Funds received for special projects are included in income at the time the related expenses are incurred. These funds are not segregated from general funds except at the specific request of the donor.

(c) Property and equipment

Property and equipment are stated at cost and consist of computer equipment. Amortization is charged to operations on a straight-line basis over three years.

When property and equipment no longer has any long-term service potential to the Institute, the excess of its net carrying amount over any residual value is recognized as an expense in the statement of revenue over expenditure. Capital assets are tested for impairment when events or changes in circumstances indicate that an asset might be impaired. The resulting impairment is reported in the statement of operations. Any impairment recognized is not reversed.

(d) Foreign currency translation

The monetary assets and liabilities are translated at the rate of exchange in effect at year-end. Revenue and expenses are translated at the rates in effect at their transaction dates. The resulting gains and losses are included in other administrative expenses in the statement of operations.

(e) Financial instruments

The Institute considers any contract creating a financial asset, liability or equity instrument as a financial instrument.

The Institute's financial instruments comprise cash, accounts receivable, accounts payable and accrued liabilities, and gratuity pay liability. The Institute's financial instruments are initially measured at fair value and subsequently at amortized cost.

(f) Measurement uncertainty

Management reviews the carrying amounts of items in the financial statements at each statement of financial position date to assess the need for revision or any possibility of impairment. Certain items in the preparation of these financial statements require management's best estimate. Management determines these estimates based on assumptions that reflect the most probable set of economic conditions and planned courses of action.

These estimates are reviewed periodically and adjustments are made to (deficiency) excess of revenue over expenses as appropriate in the year they become known.

(g) Allocation of expenses

The Institute allocates its salaries and overhead expenses to the GAC Fund based on actual time spent by employees on GAC funded projects.

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA
Notes to the Financial Statements
Year ended December 31, 2019

3. Property and equipment

	Cost	Accumulated Amortization	Net 2019	Net 2018
Computer equipment	**$ 374,958**	**$ 362,775**	**$ 12,183**	$ 17,975

4. Accounts payable and accrued liabilities

Included in accounts payable and accrued liabilities are government remittances of $NIL (2018 - $6,998).

5. Deferred revenue

Deferred revenue represents unspent resources externally restricted for specific purposes and amounts received in the current period that are related to the subsequent period. The balance of deferred revenue is comprised of the following:

	2018	Received	Recognized	**2019**
Annual conference	$ -	$ 396,943	$ 371,943	**$ 25,000**
Leadership conference	75,951	71,555	75,951	**71,555**
Membership fees	150,803	118,212	103,270	**165,745**
Corporate partnerships	12,000	-	12,000	**-**
CPA funding	14,514	-	-	**14,514**
CFR Contract	2,477	-	-	**2,477**
Other conferences	49,621	4,095	48,886	**4,830**
INAC Indigenous governance	26	-	26	**-**
Digital governance partnership	76,984	2,594	79,578	**-**
MNR Case Study	2,721	-	-	**2,721**
Total	$ 385,097	$ 593,399	$ 691,654	**$ 286,842**

6. Gratuity pay liability

The Institute maintains a non-contributory, defined benefit gratuity pay plan for those current employees who began service prior to the commencement of the Institute's pension plan in 1985. The accrued benefits under this plan amounted to $Nil at December 31, 2019 (2018 - $7,488). This amount was paid in 2019 when those individuals were no longer employed by the Institute.

Since 1985, all employees are members of the Institute's money purchase pension plan and the Institute does not have any liability regarding this service other than the annual contributions to the pension plan. During the year $ 15,844 (2018- $25,824) in contributions were made to the pension plan and the expense was included in salaries, wages and benefits.

7. Contributions and service agreements

	2019 Budget (Unaudited – Note 10)	**2019 Actual**	2018
Ontario	$ 7,500	**$ 7,945**	$ 48,835

8. Multi-year contractual obligations

Long term lease

The Institute is obligated under a lease for its office premises and storage space having a term of 98 months ending October 31, 2023. The minimum annual lease payments for the first 38 months totaled $90,558 plus the proportionate share of all operating costs, taxes and utilities. For the last five years, the minimum annual lease payments total $97,524 plus the proportionate share of all operating costs, taxes and utilities.

African Leaders of Tomorrow Scholarship Fund

The Institute has entered into a partnership agreement with Canadian Bureau for International Education for a term ending November 30, 2020 to support young African professionals to become leaders in public policy and administration. The total value of the agreement is $677,872.

Youth Leadership, Entrepreneurship, Access and Development (YouLead) Project

The Institute has entered into an agreement with CUSO International, for a term ending March 31, 2019 to deliver public administration expertise and capacity building on environment, gender equality and social inclusion and labour market training. The total value of the agreement is $258,266

Expert Deployment Mechanism for Trade and Development (EDM) Project

The Institute has entered into an agreement with GAC (legally incorporated as Department of Foreign Affairs, Trade and Development (DFATD)) and Cowater International Inc., to act as the minor partner in a seven year project funded by GAC. Total value of agreement is $16,525,000. Based on a partnership agreement with Cowater International Inc., the Institute will recover all direct costs incurred and will receive 10% of all other margins earned on the project. EDM will offer technical assistance to support the negotiation and implementation of free trade agreements (FTAs) and foreign investment protection agreements (FIPAs) between Canada and its developing and emerging market trading partners eligible to receive official development assistance (ODA).

Canadian Trade and Investment Facility for Development (CTIF) Project

The Institute has entered into an agreement with DFATD and Cowater International Inc., to act as the minor partner in a seven year project funded by DFATD. Total value of agreement is $11,627,000. Based on a partnership agreement with Cowater International Inc., the Institute will recover all direct costs incurred and will receive 10% of all other margins earned on the project. CTIF's main goal is to support trade and investment policy reforms that promote inclusive and sustainable growth in developing countries in the Asia-Pacific region. CTIF provides technical expertise and targeted interventions for trade and investment policy reform initiatives.

9. Operation of the regional groups

The financial statements of the Institute do not include any assets, liabilities, revenue or expenses of any regional group of the Institute.

10. Budget figures

The budget figures shown in these financial statements are presented for comparative purposes with no audit opinion expressed. The amounts are approved by the Board of Directors.

11. Financial instruments

Transactions in financial instruments may result in an entity assuming or transferring to another party one or more of the financial risks described below. The required disclosures provide information that assists users of financial statements in assessing the extent of risk related to financial instruments.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will cause a financial loss for the other party by failing to discharge an obligation. The Institute's main credit risks relate to its accounts receivable.

The Institute reduces its exposure to credit risk by performing credit valuations on a regular basis and creating an allowance for doubtful accounts when applicable. At December 31, 2019, the allowance for doubtful accounts is $2,403 (2018 - $34,740). In the opinion of management, the credit risk exposure to the Institute is low and is not material.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Institute will encounter difficulty in meeting the obligations associated with its financial liabilities. The Institute is exposed to this risk mainly in respect of its accounts payable and accrued liabilities and gratuity pay liability.

The Institute reduces its exposure to liquidity risk by ensuring that it documents when authorized payments become due, and maintaining adequate cash reserves to repay trade creditors.

12. Operating line of credit and irrevocable letters of credit

The Institute has a line of credit of $30,000 from a Canadian chartered bank bearing interest at the bank's prime interest rate plus 1.0% per annum. As of December 31, 2019, the outstanding balance for the operating line of credit was $ NIL (2018 -$NIL).

13. Subsequent events

Subsequent to the year end, the spread of COVID-19 has severely impacted many local economies around the globe. In many countries, including Canada, businesses are being forced to cease or limit operations for long or indefinite periods of time. The impact of COVID-19 on the financial markets and the overall economy are highly uncertain and cannot be predicted. Management has assessed the initial impact and anticipates some loss of revenue to be offset by a decrease in expenditures and subsidies from government programs including the Canada Emergency Wage Subsidy ("CEWS") and the Canada Emergency Business Account ("CEBA").

The Institute continues to operate at a functional capacity. The Institute is operating as it is able to effectively provide their programs such as training, conferences and seminars virtually.

The Institute has determined that these events are non-adjusting subsequent events. Accordingly, the financial position and results of operations as of and for the year ended December 31, 2019 have not been adjusted to reflect their impact. The duration and impact of the COVID-19 pandemic, as well as the effectiveness of government and central bank responses, remains unclear at this time. It is not possible to reliably estimate the duration and severity of these consequences, as well as their impact on the financial position and results of the Institute for future periods.

Nous aimerions prendre un instant pour reconnaître les incroyables contributions faites par un grand nombre de bénévoles qui permettent à l'IAPC de réaliser son travail avec succès ! Il est important de comprendre que nos conseils d'administration au niveau national et dans nos dix-huit régions du Canada, sont constitués de personnes dévouées qui offrent leur temps et leurs efforts pour apporter un appui à la fonction publique dans leurs communautés à travers le pays. En outre, les nombreux événements que nous organisons chaque année et la plupart des projets que nous mettons en oeuvre au Canada et dans le monde ne seraient pas possible sans l'aide des bénévoles et collaborateurs de l'Institut.

L'IAPC est reconnaissant de tous vos efforts et contributions.

VOUS FAITES UNE DIFFÉRENCE !

DIRECTION DE L'IAPC

SCOTT THOMPSON, Chef de la direction générale
SUZANNE PATTERSON, Directrice des finances et Directrice des programmes nationaux et internationaux
ZACHARY SPICER, Directeur de la recherche et du rayonnement
LAURENCE LAVALLÉE, Gestionnaire d'évènements

CONSEIL D'ADMINISTRATION

GILLES LEVASSEUR, Président
KENT CAMPBELL, Président sortant immédiat
KELLY GILLIS, 1ère Vice-présidente et Présidente élu
JESSICA DRAKUL, 2è Vice-présidente et représentante de l'Assemblée des groupes régionaux | Représentante régionale responsable du Congrès 2019 à Winnipeg
RICK HANCOX, Secrétaire-Trésorier national, Président du comité des finances et d'évaluation des risques et Président du comité de la vérification
BRENDA LIBRECZ, Présidente, Comité de la Recherche et des pratiques professionnelles
CATHERINE MATHESON, Conseillère spéciale au Conseil d'administration
DAMAN THABLE, Conseillère spéciale au Conseil d'administration
Dr. ANDREA ROUNCE, Présidente, CAPPA
MATHEW KLIE-CRIBB, Co-Président de Nouveaux professionne
BHUPINDER DULKU, Co-Président de Nouveaux professionne
JEAN-STÉPHANE BERNARD, Présidente du Comité des Programmes nationaux et internationaux
LAURA DUNCAN, Membre à titre particulier
LAURIE LEBLANC, Membre à titre particulier
MATT CAMPBELL, Représentant Atlantique de l'Assemblée des groupes régionaux
CAITLIN BROWNRIGG, Représentant de l'Ouest de l'Assemblée des groupes régionaux
ANNE SAVOIE, Représentante du Québec de l'Assemblée des groupes régionaux
ROBERT MCLEARY, Représentant de lOntario de l'Assemblée des groupes régionaux

RAPPORT ANNUEL 2019

401-1075 rue Bay
Toronto, ON, M5S 2B1

416 924-8787
ntl@ipac.ca
www.ipac.ca